

## Extrait d'une lettre envoyée par la commune d'Escouloubre au Préfet de l'Aude en 1874

### EXTRAIT DU TEXTE :

« Le canal d'irrigation d'Escouloubre a été commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1856, d'un commun accord et avec enthousiasme par 141 personnes, c'est-à-dire tous les chefs de famille que l'émigration n'avait pas éloigné de la commune ; Il a été continué depuis, par tous les propriétaires, sans exception, qui ont fournis de nombreuses journées gratuites... »

« ...Tous les Escouloubrais ont également accordé, à l'unanimité, dans leurs terres le passage gratuit du canal auquel nul ne s'est jamais opposé ...»

### EXTRAIT DU TEXTE :

« ...Mais les interminables formalités de nombreuses enquêtes ouvertes par l'Aude et l'Ariège ....au sujet de l'utilité publique qui a été reconnue en décembre 1871, par décret du président de la république..., n'ont pas peu contribué à ralentir le zèle des Escouloubrais qui ont dû, faute de ressource pécuniaires, suspendre les travaux pendant plusieurs années..... Voilà pourquoi, quelques propriétaires découragés négligèrent le service annuel de leurs journées gratuites .... ».

« ...Chaque propriétaire n'a fourni jusqu'à ce jour que 54 journées par hectare, chiffre minima, si on considère que le canal est fait à peu près aux quatre cinquième...»

**Commentaire : 54 journées X 400 hectares irriguées = 21 600 journées gratuites réalisées par les Escouloubrais au titre d'autofinancement. Le prix d'une journée à cette époque est de 2 francs (4 francs dans les basses plaines de l'Aude).**

Les habitants d'Escouloubre, canton d'Arant, Arrondissement de Limoux (Aude) ont l'honneur de transmettre à Monsieur le Préfet quelques renseignements pour servir aux mesures utiles à prendre dans l'intérêt du prompt achèvement du canal d'irrigation auquel ils travaillent depuis longtemps.

Le canal d'irrigation d'Escouloubre a été commencé, le premier janvier 1856, d'un commun accord et avec enthousiasme par cent quarante une personnes, c'est-à-dire tous les chefs de famille que les émigrations n'avaient pas éloigné de la commune ; Il a été continué depuis, par tous les propriétaires, sans exception, qui ont fournis de nombreuses journées gratuites avec autant de zèle que les habitants contribuaient à son étude et à son tracé.

Tous les Escouloubrais ont également accordé, à l'unanimité, dans leurs terres le passage gratuit du canal auquel nul ne s'est jamais opposé ; Ils ont même couronné leur engagement verbal de cette concession de nombreuses journées gratuites qu'ils ont fournies par une pièce écrite, signée par soixante quinze chefs de famille, ou même, par tous ceux qui savaient écrire, moins un très petit nombre qui, adhérents de cœur et de fait à l'entreprise, ne reculaient que devant quelques articles de l'acte relatif à la distribution des eaux ou au conseil d'administration et de surveillance.

Tous les autres chefs de famille, étant illettrés, ne purent que donner leur assentiment verbal et le signèrent aux signatures pour ne former qu'une seule famille de travailleurs qu'on voyait régulièrement à la tâche journalière, à tel point que l'État ainsi que le Département considéraient les habitants d'Escouloubre comme formant un syndicat moral tenant lieu de syndicat réel dont l'organisation était impossible, en cause du morcellement indéfini des propriétés que l'on voulait arroses.

Cet accord de tous les chefs de famille, signés ou non, était regardé comme tellement sérieux que la commune ne craignait pas, par l'organe de son conseil municipal assisté de ses plus fort imposables, de s'engager à fournir le nombre de prestations gratuites nécessaires pour finir, avec l'aide des allocations données ou promises, la rigole ou ligne principale, évaluée cent trois mille francs, et de fixer, sur la demande de l'État, à deux francs par hectare, la rétribution que lui devait servir aux gardes du canal.

Mais les interminables formalités de nombreuses enquêtes ouvertes par l'Aude et l'Ariège dont on traversait une forêt domaniale, et surtout par l'État, au sujet de l'utilité publique qui a été reconnue en décembre 1871, par un décret de M<sup>r</sup> le Président de la République, n'ont pas peu contribué à ralentir le zèle des Escouloubrais qui ont dû, faute de ressources pécuniaires, suspendre pendant plusieurs années, leurs travaux dont ils n'entretenaient le bénéfice qu'au fur et à mesure de l'écoulement. Voilà pourquoi, quelques propriétaires découragés négligèrent le service annuel de leurs journées gratuites qui étaient toujours basées, dans une réunion préalable faite publiquement et officiellement, sur la prime de la contenance proportionnelle des terres comprises dans la zone à irriguer.

Chaque propriétaire n'a fourni jusqu'à ce jour que cinquante quatre journées par hectare, chiffre minima, si l'on considère que le canal est fait à peu près aux quatre cinquièmes.